



VEILLE DÉVELOPPEMENT DURABLE

D'EUROPE CENTRALE ET DES ETATS BALTES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE VARSOVIE

Juillet-août 2023

Sommaire

Zoom – situation géopolitique.....	2
Secteur du transport.....	2
Secteur de l'énergie.....	3
Autres faits saillants.....	5
Pologne.....	5
Hongrie.....	11
République Tchèque.....	16
Slovaquie.....	18
Lituanie.....	24
Lettonie.....	25
Estonie.....	26
Calendrier.....	28

Zoom – situation géopolitique

Secteur du transport

Baltes : baisse persistante du trafic fret ferroviaire et maritime

Le port de Klaipėda, mis en difficulté par les conséquences de la guerre en Ukraine, a connu **une nouvelle baisse de 10% de son trafic** au 1^{er} semestre 2023 (18,6 Mt). Le trafic de vrac est le plus durement touché (-18%, 4,7 Mt). Le trafic conteneurisé est en hausse en volume (+18%, 661 500 TEU) mais en baisse en poids (-7%, 9,6 Mt), avec **une part de plus en plus importante de conteneurs vides**, les importations dépassant largement les exportations. En 2022, le trafic total du port représentait 36 Mt, en chute de 21% par rapport à 2021. **Klaipėda demeure toutefois le 1^{er} port balte en termes de trafic.**

En Lettonie, la situation géopolitique continue d'affecter tous les segments du transport de marchandises. Au 1^{er} semestre 2023, le **volume de fret transporté par rail a baissé de 36%** par rapport à la même période 2022 et n'a atteint que 7,75 Mt. Cette baisse concerne surtout le fret ferroviaire international, ainsi que le fret en transit (-40%). Ce 1^{er} semestre 2023 a également été marqué par une baisse de 14% du fret portuaire par rapport au 1^{er} semestre 2022. Les cargaisons en vrac, qui constituent plus de 50% des volumes transbordés, ont diminué de 15% sur cette période. Le trafic de charbon a chuté de 54%, tandis que celui des produits chimiques a diminué de 42% en glissement annuel pour atteindre seulement 296 200 t. Les produits pétroliers, qui représentent 93% du volume total des cargaisons liquides, ont diminué de presque 24% par rapport à la même période 2022. Enfin, le volume des marchandises transportées par la route a chuté de presque 10%, et le fret aérien, de presque 15%.

Corridors de solidarité : déployer l'écartement rail UE vers l'Ukraine et la Moldavie sur des axes clés

C'est la conclusion d'une [étude publiée début juillet par la Commission européenne et la Banque Européenne d'Investissement \(BEI\)](#).

Depuis l'agression militaire de l'Ukraine par la Russie, les liaisons de transport terrestre avec l'UE sont devenues essentielles pour les importations et les exportations ukrainiennes. Les corridors de solidarité UE-Ukraine ont été créés pour **renforcer les liaisons transfrontalières**. L'étude mentionnée infra fait partie du plan d'actions des corridors de solidarité. Elle analyse les obstacles qui subsistent, notamment la différence entre l'écartement des rails utilisé dans la plupart des pays de l'UE et celui utilisé en Europe de l'Est. La *Connecting Europe Facility II* a récemment sélectionné [neuf projets](#) à financer pour **améliorer les points de passage**. La Commission a également [proposé d'étendre le réseau transeuropéen de transport à l'Ukraine et à la Moldavie](#).

En tenant compte des coûts probables, de la demande attendue et des considérations relatives à la capacité des lignes, l'étude propose, dans un 1^{er} temps, d'**établir une liaison à écartement de voies européen entre Cracovie/Katowice (Pologne) et Lviv (Ukraine)**, ainsi qu'**entre Iasi (Roumanie) et Chisinau (Moldavie)**. D'autres extensions sont également suggérées. L'étude évalue également la manière dont les nouvelles lignes à écartement normal en Ukraine et en Moldavie fonctionneraient avec le reste du réseau dans ces pays, qui continuera à utiliser l'écartement large.

Secteur de l'énergie

Poursuite du développement des interconnecteurs

La Hongrie et la Slovaquie ont conclu un accord relatif à la construction d'un interconnecteur gazier entre les deux pays. La Slovaquie est le seul pays limitrophe avec lequel la Hongrie ne possède pas encore d'interconnecteur.

Inflation énergétique, limitation des prix énergétiques

Le chef de cabinet du 1er ministre hongrois indique que **le mécanisme de subvention des prix du gaz et de l'électricité serait maintenu bien que la CE enjoigne Budapest de le réviser**. Les consommateurs bénéficient de tarifs préférentiels pour la consommation inférieure à 2 523 kWh pour l'électricité et 1 729 m³ pour le gaz. Selon le gouvernement, 78% des foyers ne dépassaient pas le plafond pour l'électricité et 85% pour le gaz. Des modalités devraient toutefois évoluer : au-delà du plafond de 2 523 kWh, les foyers équipés de compteurs intelligents bénéficieront de tarifs réduits aux heures creuses. MVM Group a annoncé que ses tarifs préférentiels de gaz et d'électricité resteront inchangés jusqu'à fin juillet 2024.

En Pologne, le président a signé en août un amendement à la loi sur les mesures de protection des consommateurs d'électricité en 2023. **Les plafonds de consommation jusqu'auxquels les ménages ont droit au gel des prix de l'énergie sont réhaussés** : pour les ménages, de 2 000 kWh à 3 000 kWh ; pour les ménages comprenant une personne handicapée, de 2 600 kWh à 3 600 kWh ; pour les familles nombreuses et les agriculteurs, de 3 000 kWh à 4 000 kWh. En outre, à partir du 1^{er} octobre 2023, **le prix maximum de l'énergie sera réduit** de 167€/MWh à 147€/MWh **pour les collectivités locales, les PME et les institutions d'utilité publique**. Le ministère du Climat et de l'Environnement estime que le coût total supplémentaire pour le budget sera d'environ 3 Mds PLN (650 M€). L'amendement introduit aussi la contribution de solidarité sur les bénéfices exceptionnels tirés de l'extraction de charbon et de la production de coke en 2022 (pour les entreprises de plus de 3 000 personnes). Enfin, le gouvernement polonais souhaitait passer une loi réduisant de 5 % le prix de l'électricité pour les ménages, avec effet rétroactif à janvier 2023. Celle-ci ayant été refusée par le Sénat, le gouvernement a procédé par **décret imposant aux vendeurs d'énergie d'accorder une ristourne supérieure à 120 PLN (25,5 €) aux ménages en 2023**.

En Slovaquie, les mesures extraordinaires ne seront pas automatiquement reconduites en 2024. En leur absence, une forte augmentation des prix est à attendre. L'Autorité de régulation estime qu'en 2024 **le prix de l'électricité pourrait augmenter de 81% et celui du gaz de 110%** pour s'aligner sur la réalité des prix du marché. Le ministère de l'Economie prévoit de contractualiser avec Slovenske elektrarne pour garantir le prix de l'électricité (hors taxes et prélèvement) à hauteur de 61€/MWh jusqu'en 2027. Le 23 août, le ministre de l'Economie a informé que les aides aux entreprises (plafonnement des prix) se poursuivraient jusqu'à fin 2023. Selon le régulateur, les prix de l'électricité pour les ménages n'ont augmenté que de 3 % en moyenne entre 2022 et 2023, et les prix du gaz de 16 %. D'autres consommateurs vulnérables, tels les services sociaux et les logements sociaux, bénéficient de mesures semblables. Les PME, ainsi que d'autres consommateurs non régulés, ont des prix plafonnés à hauteur de 199€/MWh pour l'électricité et de 99 €/MWh pour le gaz. Au-delà, les coûts sont remboursés à 80 %.

En République tchèque, les prix de l'énergie pour les ménages ont augmenté de 15% sur un an en juin 2023, et de 61% sur deux ans (représentant une perte moyenne de revenu net de 5,6%). La baisse de pouvoir d'achat induite par l'inflation énergétique a été limitée par les **mesures de protection** mises en place tels que le plafonnement des prix de l'énergie et l'ajustement de l'allocation logement, **destinées toutefois à s'effacer progressivement** au profit d'un soutien renforcé aux investissements pour la rénovation énergétique des bâtiments.

Soutien aux entreprises énérgo-intensives

En Pologne, le Conseil des Ministres a adopté ce 8 août le programme visant à soutenir les industries à forte consommation d'énergie en 2023, doté d'un budget de 5,5 Mds PLN (1,2 Mds€), soit environ 0,4 Mds de PLN de plus que l'année dernière.

Baisse de la consommation énérgétique

En Hongrie, au 1^{er} semestre 2023, la consommation de gaz a été globalement **18,2% plus basse que lors du 1^{er} semestre 2022**. La consommation des ménages a diminué de 17,6% et celle des entreprises de 18,4%. La baisse a été plus marquée durant les 3 1ers mois car la consommation a alors chuté de 23,3%, contre 5,4% pour les 3 mois suivants. **La consommation d'électricité diminue pour le 14^{ème} mois consécutif**, en glissement annuel. La Hongrie a consommé 6,9% d'électricité en moins en juillet 2023 en g.a. **Il faut remonter à la crise de 2008 pour trouver une baisse de la consommation aussi longue**, et à juillet 2005 pour trouver une consommation aussi faible en juillet. L'installation de panneaux solaires par les particuliers altère néanmoins la comparaison puisque la consommation issue de ces panneaux n'est pas totalement prise en compte dans les statistiques officielles.

En Slovaquie, la consommation de gaz est en baisse de **19,6%** en g.a. (4,5 Mds m³ en 2022). La consommation était d'environ 6,5 Mds m³ jusqu'en 2006 pour baisser jusqu'à 4,3 Mds m³ en 2014. Depuis, la consommation a oscillé aux alentours de 5 Mds m³.

En République tchèque, selon les données de l'Office de régulation de l'énergie (ERU), la **baisse de la consommation d'électricité** (tous clients confondus) se poursuit au S1 2023 avec **-5% sur un an**, et ce malgré une référence 2022 déjà basse (chute de la consommation de -12% au T2 2022 en raison du déclenchement de la guerre en Ukraine et de l'inflation énérgétique). Sur la même période, la production d'électricité a baissé de manière plus significative (-7% au T1 et -13% au T2), se traduisant par une réduction des exportations de la Tchéquie, qui demeure toutefois exportatrice nette avec un solde à +0,8 TWh (contre +2,1 TWh au S1 2022).

Stockage gaz : bon remplissage, poursuite des investissements.

En République tchèque, le gestionnaire public du réseau de transport d'électricité **CEPS** a racheté pour 360 M€ à son actionnaire allemand la société **RWE Gas Storage CZ**. Celle-ci détient **6 installations souterraines de stockage** de gaz en Tchéquie d'une **capacité totale de 2,7 Mds m³** (un tiers de la consommation annuelle de gaz). Selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, le contrôle direct de ces infrastructures par l'Etat permettra d'assurer la disponibilité future des approvisionnements en gaz, renforçant la sécurité énérgétique et la décarbonation (le gaz devant servir d'énergie de transition pour temporiser la sortie du charbon, et appuyer le développement de l'économie de l'hydrogène). Par ailleurs, selon la presse, des négociations pour la cession de l'exploitant de gazoducs **Net4Gas** (propriété d'Allianz Infrastructure et de Borealis Novus Parent) auraient également été engagées avec CEPS.

En Pologne, fin août, le groupe **Orlen** a commencé l'**extension de l'installation de stockage souterrain de gaz à Wierzchowice**, la plus grande des 7 installations de ce type en Pologne. La capacité de stockage de Wierzchowice doit passer de **1,3 à 2,1 Mds m³**. Cela correspond à **plus de la moitié de la capacité de stockage de la Pologne** (qui passera de 3,3 à 4,1 Mds de m³). L'investissement d'une valeur de 122 M€ devrait être achevé en 2025-2026.

Le remplissage des réserves gazières a été anticipé. Les réserves de gaz polonaises sont complètes et les réserves hongroises sont remplies à 90%. Elles permettent de couvrir 56% de la consommation annuelle de gaz. Le niveau élevé des réserves s'explique par le ralentissement économique, les efforts entrepris pour constituer des stocks à une période où les prix sont relativement faibles, et l'augmentation du volume des réserves stratégiques.

Sortie du pétrole russe : Slovnaft poursuit sa transformation

La raffinerie Slovnaft (groupe hongrois MOL) continue sa transformation technique afin de pouvoir traiter le pétrole en provenance d'autres pays que la Russie. Mi-juillet, la raffinerie a déclaré qu'elle traitait d'ores et déjà 30 % d'un pétrole alternatif transporté par l'oléoduc Adria depuis la côte croate, tout en relevant sa mauvaise qualité.

Autres faits saillants

Pologne

Nominations

Réunie le 7 juillet 2023 à Paris, l'assemblée générale de l'Union internationale des chemins de fer (UIC) a décidé à l'unanimité de prolonger le mandat de Krzysztof Mamiński en tant que président de l'UIC pour une nouvelle période de deux ans.

Mi-août, **Mateusz Berger**, ancien plénipotentiaire du gouvernement en charge de l'infrastructure énergétique stratégique a été nommé **président de Centrales Nucléaires Polonaises (PEJ)**.

Energie

Le président Duda a signé la modification de la loi sur l'énergie qui : introduit une **taxe de 97 % sur les recettes provenant de la vente de garanties d'origine pour les producteurs d'énergie renouvelable** ; retarde d'un an (jusqu'au 1^{er} juillet 2025) le lancement du système central d'information sur le marché de l'énergie (CSIRE) ; introduit des contrats avec prix dynamique de l'électricité à fréquence minimale de règlement de 15 minutes (ces contrats doivent être proposés par des vendeurs desservant plus de 200 000 utilisateurs finaux) ; introduit des dispositions sur les **lignes dites directes**, reliant le consommateur au producteur d'électricité.

Fin août **PGE**, 1^{er} producteur d'énergie électrique et fournisseur d'électricité et chaleur en Pologne, **a annoncé une stratégie de sortie du charbon** pour la production de chauffage et d'électricité **d'ici 2030** tout en prévoyant un investissement massif en faveur de l'électrification et de la décarbonation (27 Mds € pour 2024-2030). Son PDG a annoncé la **neutralité carbone de PGE à horizon 2040** en prévoyant la sortie du gaz en faveur de l'hydrogène et autres sources d'énergies électriques propres. La stratégie prévoyait l'accompagnement par PGE de ses clients (300 000 d'ici 2030) dans leurs investissements contribuant à limiter le recours aux énergies conventionnelles, et portait également sur l'électrification du chauffage urbain. Enfin, elle mettait l'accent sur la limitation de ses coûts internes (-7 à -10% d'ici 2030) via notamment la digitalisation des services. En parallèle, PGE a lancé une campagne de communication grand public « la Pologne en sécurité énergétique ». Mais l'annonce de la stratégie, approuvée par le conseil d'administration de PGE, semble avoir **presque coûté son poste au PDG**, suite à des protestations de syndicats du secteur minier. Bien qu'elle n'apportât pas d'éléments nouveaux (c'est le transfert des actifs conventionnels à l'agence NABE qui permettait d'envisager un tel rythme de décarbonation pour PGE) **le gouvernement a exigé le retrait de la stratégie**.

Début août, le **Conseil de la Transformation juste**, présidé par la vice-ministre des Fonds et de la Politique régionale, Małgorzata Jarosińska-Jedynak, a tenu sa 1^{ère} réunion. Il a notamment pour rôle de contrôler l'utilisation du Fonds de transformation juste (FST), dont 3,85 Mds€ doivent être alloués à cinq voïvodies.

- **électricité**

Fin juin la société PGE a annoncé le début de la construction, dans sa centrale thermique de Gdansk, des quatre plus grandes pompes à chaleur de Pologne, d'une capacité totale de 80 MW,

et d'un accumulateur capable de stocker jusqu'à 2 MWh de chaleur (soit la demande quotidienne du réseau de Gdańsk en été). Ces installations devraient être en place d'ici 2028.

– *charbon*

Le président a signé la **loi sur la protection sociale des travailleurs des secteurs de l'électricité et de l'extraction du lignite**. Ceux qui quittent leur emploi et à qui il reste moins de 4 ans pour acquérir les droits à pension pourront se mettre en **congé minier ou énergétique**, et recevoir 80% de leur salaire. Pour ceux qui ont plus de 5 ans d'ancienneté et qui n'auront pas droit au congé de préretraite, une indemnité de départ unique de 12 mois de salaire sera versée.

En août, **PGE, Tauron, Enea et Enega ont validé les termes** de la transaction (*term sheet*) pour **l'acquisition par le Trésor de leurs actifs charbonniers** en vue de leur transfert à l'Agence nationale de sécurité énergétique (NABE).

Mi-août la Diète a adopté le projet de loi sur **l'Agence National de la Sécurité Énergétique (NABE)** qui prévoit la séparation des actifs charbonniers dans une société publique *ad hoc*. Cela doit permettre aux groupes énergétiques de se concentrer sur le développement d'énergies à faible ou 0-émission de carbone, et sur le développement des réseaux de distribution, afin d'accélérer la transition énergétique. Le projet inclut aussi une réduction de 5 % des prix de l'électricité avec effet rétroactif à début 2023 (cf. supra). **Ce projet a été rejeté par le Senat début septembre.**

Le Tribunal administratif de voïvodie [WSA] de Varsovie qui devait se prononcer le 31 août sur **l'avenir de la mine de Turów** et évaluer la légalité de la décision environnementale qui a servi de base à l'octroi de la concession jusqu'en 2044 a suspendu la procédure de façon inattendue en raison de « nouvelles circonstances » : avant que les organisations écologiques ne saisissent le WSA, PGE avait déposé une demande de modification de la décision environnementale auprès de la Direction générale de la protection de l'environnement (GDOŚ), puis l'a retirée, ce qui a conduit GDOŚ à mettre fin à la procédure. WSA a décidé de suspendre la procédure jusqu'à la conclusion formelle de la demande de modification déposée par PGE.

– *gaz et pétrole*

La société Orlen prévoit d'achever l'extension de l'usine pétrochimique de Płock au 1er semestre 2027, et non en 2024 comme initialement prévu. La production devait commencer en 2025. Les coûts d'investissement passeront de 13,5 Mds PLN (2,8 Mds€) à 25 Mds PLN (5,3 Mds€). Selon Orlen, cela est dû à « la guerre en Ukraine et aux sanctions qui y sont liées ».

– *nucléaire*

Le 11 juillet, la ministre du Climat et de l'Environnement, à la demande de PEJ (Centrales Nucléaires polonaises), a publié sa décision confirmant que l'investissement dans la **1^{ère} centrale nucléaire de Pologne à Lubiatowo-Kopalin est conforme à l'intérêt public** et à la politique menée par l'État, y compris énergétique. Ce document permet à PEJ de demander d'autres actes administratifs, notamment une décision de localisation et un futur permis de construire. Le 22 août, PEJ a ainsi déposé la **demande de décision de localisation** auprès du voïvode de Poméranie.

En juillet, PEJ et l'Office maritime de Gdynia ont signé un contrat pour la construction du port de déchargement (*Marine Off-Loading Facility*) pour la centrale nucléaire de Lubiatowo-Kopalin, d'une valeur de 192 M€. Cet investissement est l'un des **3 projets clés accompagnant la construction de la centrale**, en plus de la construction d'une ligne ferroviaire spécialisée coordonnée par PKP PLK, pour un montant de 600 M€, et de la construction d'une nouvelle route nationale par la Direction générale des routes nationales et des autoroutes (GDDKiA), pour un montant d'environ 1 Md PLN (210 M€), reliant la centrale à la voie rapide la plus proche.

- renouvelables

Au mois de juillet, le groupe Electrum a achevé la construction de la ferme photovoltaïque PV Gryf, appartenant au groupe Orlen, et d'une puissance totale installée de 25 MW.

Fin août a été publiée l'ordonnance du Conseil de Ministres dispensant certains grands projets photovoltaïques d'étude d'impact.

En juillet, le 1er prosommateur collectif a commencé à fonctionner. Il s'agit d'une installation photovoltaïque installée sur le toit d'un immeuble collectif à Ryki, dans la voïvodie de Lublin. L'électricité renouvelable est accessible à tout résident qui le souhaite et, dans les années à venir, des installations photovoltaïques collectives seront également construites sur d'autres bâtiments résidentiels de la région.

Fin août le président a signé une **modification de la loi sur les énergies renouvelables** (UC99) introduisant, entre autres, le **cable pooling** (permettant le partage d'une connexion au réseau par plusieurs sources d'énergie en même temps) et **améliorant le cadre réglementaire** pour, entre autres, le secteur du **biométhane**, les fermes **éoliennes en mer** et les **clusters énergétiques**. Cela met également en œuvre une partie de la directive RED II de l'UE.

Au mois de juillet le président a signé la loi spéciale sur les installations de **biogaz**, qui facilite ce type d'investissement.

En juillet, le président de l'Office de Régulation de l'énergie a publié le calendrier des ventes aux enchères ENR qui se tiendront du 13 au 22 novembre. Seules les nouvelles sources seront admises, c'est-à-dire celles dont la production d'électricité commencera après la clôture de la séance d'enchères.

Fin août est entrée en vigueur l'ordonnance de la ministre du Climat et de l'environnement impactant le marché des certificats d'origine. L'ordonnance prévoit une obligation de **5 % pour les certificats verts en 2024** (contre 12% en 2023 et 18,5 % en 2022). En août, trois associations ont signé un appel au ministère du Climat pour dénoncer ces évolutions qui sont pénalisantes pour les investisseurs du renouvelable.

Environnement

Le 28 août la Pologne a porté de **nouvelles plaintes auprès de la CJUE** concernant 2 composantes du paquet **Fit for 55** : le 1er texte législatif contesté par la Pologne est le règlement du Parlement européen et du Conseil de l'UE établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (**MACF**). La Pologne a décidé de contester le règlement en raison « d'une base juridique incorrecte et de la substitution de l'unanimité à la règle de la majorité ». C'est également en raison d'une base juridique jugée déficiente que le gouvernement a décidé de contester la directive du Parlement européen et du Conseil **modifiant la directive établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre** dans l'Union et la décision de l'UE concernant **l'établissement et le fonctionnement d'une réserve de stabilité du marché pour le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre**. « *La Pologne se bat pour ses intérêts au sein de l'UE et a jusqu'à présent déposé quatre plaintes contre les décisions du paquet Fit for 55. Nous pensons que les propositions de l'UE peuvent menacer la sécurité énergétique de notre pays, c'est pourquoi, conformément à nos déclarations antérieures, nous déposons d'autres plaintes* », a déclaré la ministre Anna Moskwa. **Cela porte à 6 les plaintes de la Pologne contre des composantes de Fit for 55.**

Début août le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau a lancé la nouvelle édition du programme *Moja woda* (Mon eau) offrant aux propriétaires de maisons individuelles un cofinancement allant jusqu'à 6 000 PLN (1 250 €) pour la mise en place d'une installation de rétention des eaux pluviales. Le budget du programme s'élève à plus de

130 M PLN (27 M€). Plus de 43 000 de bénéficiaires ont profité des deux précédentes éditions du programme et la valeur des contrats signés était de plus de 200 M PLN (42,5 M€).

- déchets

Un grave incendie survenu en juillet sur la décharge de Zielona Góra (voïvodie de Lubusz, proche de la frontière avec l'Allemagne) a remis en lumière la question de la gestion des déchets en Pologne. Après l'incident, le ministère polonais du Climat a déposé **une plainte auprès de la Commission européenne concernant 35 000 t de transferts illégaux de déchets** en provenance d'Allemagne, 1ère étape avant de saisir la Cour européenne de justice. Il y a actuellement plus de 400 décharges illégales en Pologne, dont environ 140 avec des déchets dangereux.

Le 13 juillet a été publié le **Plan national de gestion des déchets 2028** avec des prévisions jusqu'en 2035. Conformément au document, les investissements nécessaires jusqu'en 2028 sont estimés à environ 17,4 Mds PLN (3,7 Mds€) et à 5,4 Mds PLN (1,15 Md€) pour la période 2029-2034. Le plan vise le recyclage et la préparation à la réutilisation du papier, des métaux, des plastiques et du verre à partir des flux de déchets municipaux à hauteur de 55 % en 2025 et de 65 % en 2035, en réduisant la mise en décharge à 30 % en 2025 et 10% en 2035. Le plan est disponible [ici](#).

- qualité de l'air

Le 1^{er} août est entré en vigueur le **décret prolongeant jusqu'à fin 2023 la suppression des normes de qualité pour les combustibles solides vendus aux ménages**. Selon le ministère du Climat et de l'Environnement cette prolongation est indispensable dans le contexte de la guerre en Ukraine pour éviter l'accroissement des disparités sociales et de la précarité énergétique ainsi l'appauvrissement général de la société.

Infrastructures de transport

Début juillet, la société CPK a publié les détails du [Master Plan](#), document clé qui définit le développement de l'aéroport à long terme.

En juillet, le directeur régional de la protection de l'environnement de Varsovie a émis la **décision environnementale pour la construction de l'aéroport et du nœud ferroviaire CPK**. La prochaine étape concerne la demande de décision de localisation et, par la suite, des permis de construire. En parallèle, le président de l'autorité de l'aviation civile (ULC) a émis une garantie d'autorisation pour l'établissement de l'aéroport à usage public-CPK. Ce document garantit qu'une fois les exigences de la loi sur l'aviation satisfaites, le demandeur recevra l'autorisation d'établir l'aéroport. La garantie sera l'une des pièces jointes à la demande de décision de localisation.

Au mois d'août, le plénipotentiaire du gouvernement en charge du CPK a assuré qu'une base militaire serait également construite dans le cadre du projet. « *Une composante strictement militaire est prévue pour CPK, à savoir une base militaire. En outre, CPK est important pour la sécurité et la résilience du pays, et pas seulement d'un point de vue purement militaire. Il s'agit également d'une augmentation significative de la capacité à absorber rapidement divers types de fournitures, mais aussi des unités militaires transférées en Pologne* », a souligné M. Horała.

[L'audit récent](#) de la Chambre Suprême de Contrôle (NIK) conclut que l'absence d'accord entre les propriétaires a été l'un des facteurs entravant le développement de l'aéroport de Modlin. L'audit de la NIK a été entrepris à sa propre initiative et a couvert la période allant de janvier 2018 à février 2023.

Fin juin, le projet de construction du port extérieur à Gdynia a obtenu la décision de localisation. Il s'agit d'un investissement clé non seulement pour l'avenir du port maritime de Gdynia, mais aussi pour le développement du transport intermodal en Pologne. Dans le cadre du port extérieur, un quai de 2 500 m de long et de 700 m de large sera construit, qui pourra accueillir

des porte-conteneurs d'une longueur de 490 m, d'une largeur de 72 m, d'un tirant d'eau allant jusqu'à 16 m et d'une capacité de 30 000 TEU.

Mi-août, le Conseil des ministres a adopté la résolution du ministre de l'Infrastructure sur le **Programme ferroviaire national à horizon 2030**, avec une perspective jusqu'en 2032 (KPK). Formellement, il s'agit d'une mise à jour du KPK actuel, qui était en vigueur jusqu'en 2023. La valeur totale du programme s'élève à 170 Mds PLN (36 Mds€).

Début juillet, 37 sites ont été déplacés de la liste de réserve à la liste de base dans le cadre du « Programme gouvernemental pour la construction et la modernisation des arrêts ferroviaires pour 2021-2025 ». Il y a actuellement 207 investissements sur la liste de base du programme.

Selon les organisations professionnelles qui ont analysé 35 contrats mis en œuvre dans le cadre du Programme national de construction routière, **la limite de revalorisation des contrats de 10% fixée au printemps dernier est loin d'être suffisante**. Ce taux a déjà été atteint dans 12 d'entre eux, alors que les contrats sont encore en cours d'exécution. La Chambre économique de l'industrie routière de Pologne et l'Association polonaise des employeurs du secteur de la construction interviennent auprès du ministre de l'infrastructure pour qu'il relève ces limites.

Le 13 juillet, **le ministre de l'infrastructure Andrzej Adamczyk et le ministre du territoire, de l'infrastructure et des transports de la République de Corée Hee-Ryong Won** ont signé un **accord de coopération pour le développement des infrastructures de transport**. La cérémonie s'est déroulée en présence des présidents polonais et coréen. L'accord vise à stimuler le développement efficace des infrastructures de transport nécessaires en Pologne et dans d'autres régions d'Europe centrale et orientale, de renforcer la coopération dans le domaine des transports, y compris le transport aérien, ainsi que de soutenir le développement harmonieux des axes de transport est-ouest et nord-sud, essentiels dans la région de l'Europe centrale et orientale.

Transports

- ferroviaire

Une série d'**attaques contre le réseau de communication des chemins de fer** a perturbé la circulation des trains dans quelques régions en Pologne au moins d'août. Des inconnus ont pénétré sur le réseau de communications radio des chemins de fer polonais PKP en émettant un signal « stop » qui a provoqué l'arrêt et des retards de plusieurs dizaines de trains. Entre les émissions du signal « stop », les cheminots pouvaient entendre l'hymne national de Russie et un discours du président Poutine. Deux hommes de nationalité polonaise soupçonnés d'être à l'origine de l'attaque ont été interpellés après quelques jours. Les pirates auraient exploité une faille du système de communication radio. Il est à noter que dans son rapport publié début août, la Cour Suprême (NIK) a critiqué les chemins de fer polonais pour ne pas avoir finalisé la mise en place des systèmes GSM-Rail et le système européen de contrôle des trains (ETCS), dont l'objectif est d'augmenter la sécurité du trafic ferroviaire.

Le 28 août, **les chemins de fer polonais PKP S.A. et ukrainiens JSC Ukrzaliznycia ont signé un accord** visant à développer le transport ferroviaire de passagers et de marchandises entre les deux pays. Il s'agit du **1er accord à ce niveau conclu depuis 1994**. Conformément aux dispositions de ce document, PKP S.A. et JSC Ukrzaliznycia vont signer des accords séparés concernant la gestion de l'infrastructure ferroviaire, le fret ferroviaire et le transport de passagers. Des groupes de travail seront mis en place afin de préparer les documents respectifs.

Le pool de matériel roulant polonais Cargounit a commandé à Newag (PL) 10 nouvelles locomotives Dragon. Le contrat comprend une option pour 20 locomotives électriques supplémentaires. La fourniture de 10 locomotives électriques avec des services supplémentaires coûtera près de 184 M PLN (39 M€). La valeur estimée du contrat avec 20 locomotives supplémentaires s'élève à 552 M PLN (117 M€).

Début août PKP Intercity a lancé un appel d'offres pour l'achat de 46 nouvelles locomotives électriques qui devraient être mises en service en 2025. Les locomotives seront adaptées pour faire circuler des trains à 160 km/h et équipées du système de sécurité ETCS de niveau 2 (L2). C'est le 2^{ème} grand appel d'offres lancé par l'opérateur national après celui, fin juillet, pour la fourniture de 38 rames et de 45 locomotives multi-systèmes.

Selon les données de l'Office du Transport Ferroviaire (UTK), le début de l'année a été marqué par des changements importants dans le segment du transport intermodal. Au T1 2023 5,8 Mt de marchandises ont été transportées, - 12% par rapport à la même période en 2022. PKP Cargo a cédé une importante part du marché, PCC Intermodal (DE) et DB Cargo (DE) occupant les deux 1^{ères} places. Ce changement est dû avant tout au fait que PKP Cargo s'est focalisé sur le transport du charbon parallèlement à l'augmentation des transports effectués directement par PCC. Au cours du dernier trimestre, PKP Cargo est passé à la 3^{ème} place derrière PCC Intermodal et DB Cargo en termes de fret, et à la 2^{ème} place derrière PCC Intermodal en termes de poids.



- maritime

Le port de Gdansk maintient sa position de 1er port à conteneurs de la mer Baltique. Après le 1er trimestre 2023, il se place en 8^{ème} position dans le classement des ports européens, devant des ports tels que Marseille, Barcelone, Constanta et Valence. Au cours du 1er semestre, 41,2 Mt de marchandises ont été transbordées sur les quais du port de Gdansk. Cela représente une augmentation de 36 % par rapport à la même période l'année dernière.

Début juillet, les ports de Szczecin et Świnoujście et le consortium belgo-qatarien DEME CONCESSIONS N.V. et QTERMINALS W.L.L. ont signé un accord préliminaire pour le financement, la construction et l'exploitation pendant 30 ans d'un terminal à conteneurs en eau profonde. Il devrait être opérationnel en 2028 et pourra accueillir les plus grands navires pouvant naviguer sur la mer Baltique ; 2 navires d'une longueur de 400 m et un de 200 m pourront y être simultanément desservis. La capacité annuelle de transbordement s'élèvera à 2 Mt EVP. La réalisation du terminal est l'un des éléments prévus dans le **Programme du développement des ports maritimes d'ici 2023**. Pour rappel, en mai 2023, le Conseil des ministres a adopté une résolution sur l'établissement d'un programme pluriannuel intitulé Construction et expansion des infrastructures d'accès au port de Świnoujście de 2023 à 2029. La partie allemande serait

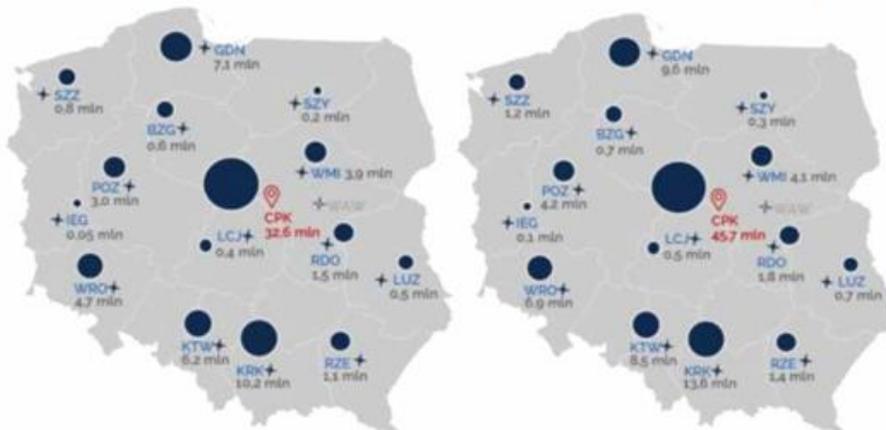
défavorable à l'investissement du fait que l'augmentation du trafic maritime entrant dans le futur terminal aurait un impact négatif sur le tourisme et sur l'environnement.

Au cours du 1er semestre 2023, **le transbordement des céréales dans le port de Gdansk** s'est élevé à 1,4 Mt. La capacité de transbordement actuelle des principaux terminaux céréaliers est de 300 000t/mois, et il est prévu de la porter à 485 000t/mois d'ici deux ans; la capacité de stockage s'élève à 126 000t. Les opérateurs peuvent y traiter 730 camions et 80 wagons par jour et sont prêts à augmenter leur capacité de transbordement. Ils prévoient de construire des entrepôts permanents et des entrepôts sous tente, et veulent réaliser des investissements ferroviaires. Ils estiment que la construction d'installations pour le stockage de produits agricoles coûtera 68 M PLN (14,5 M€).

- aérien

Début juillet, le ministère des Infrastructures a publié le projet de *Politique de développement de l'aviation civile en Pologne jusqu'en 2030 (avec des prévisions jusqu'en 2040)* qui définit l'avenir des aéroports et des compagnies aériennes polonaises. Le document précise, entre autres, que l'aéroport Chopin à Varsovie sera fermé après l'ouverture du pôle multimodal central CPK. Le projet est vivement critiqué par les opérateurs privés, tels Ryanair et Buzz, et les aéroports régionaux de Łódź et de Wrocław, selon qui le document favorise 2 acteurs du marché - CPK et LOT, négligeant le rôle et l'importance des transporteurs à bas coûts et des aéroports régionaux. De plus, ils indiquent que le document a été préparé sur la base de données et estimations IATA de 2021 qui doivent être mises à jour et n'intégrant pas la dynamique des low-cost.

Résultats des prévisions IATA pour le marché de passagers dans le scénario de base - année 2030 et 2040



source: Politique de développement de l'aviation civile en Pologne jusqu'en 2030

Le 28 août 2023, le **ministre des Infrastructures a rencontré le ministre saoudien des Transports et des Services logistiques Saleh Al-Jasser**. La visite à Varsovie du ministre saoudien est l'un des résultats de la rencontre du PM Morawiecki et du prince héritier Mohammed bin Salman le 7 mars à Riyad. À l'issue de leur entretien, les **ministres ont signé un accord relatif aux services aériens**. Il permettra à la LOT de lancer une liaison directe entre la Pologne et l'Arabie saoudite.

Hongrie

Energie

Le ministère de l'Énergie a décidé de créer un centre indépendant (FEAK) chargé de récolter et d'analyser des données en lien avec le secteur énergétique. Le FEAK devrait fonctionner à partir de 2026 et le secrétaire d'État Károly Balázs a été désigné pour en prendre la tête.

Le 19 juillet, Péter Szijjártó a annoncé que 25 entreprises avaient déjà touché 27,5 Mds HUF (72 M€) dans le cadre du programme de subvention aux investissements destinés à renforcer l'efficacité énergétique des usines. Mis en place il y a plus d'un an, le *Factory Rescue Programme* dispose de 316 M€ de ressources. Environ 140 entreprises sont éligibles à ces subventions.

- gaz

Selon Péter Szijjártó, la Hongrie pourrait recevoir du gaz qatari à partir de 2027 et les contrats sont en cours de négociations. Les deux parties se montrent confiantes sur une issue positive, notamment après la tenue récente de la 3^{ème} session de la commission économique bilatérale.

En juillet, la compagnie nationale azérie SOCAR a commencé la livraison de 50 M m³ de gaz à destination de la Hongrie. Lors de la visite à Budapest de son homologue azéri, Péter Szijjártó a appelé à renforcer le réseau européen de gazoducs ainsi que les interconnexions. Il estime que ce type de projets ne pourront pas être réalisés sans le soutien de l'UE.

Six entreprises ont répondu à l'appel d'offres pour la construction de nouvelles centrales à turbines à gaz à cycle combiné. Elles sont originaires de l'UE, mais aussi de Chine et d'Egypte. L'objectif est de construire 2 centrales de 500 MW chacune à Tiszaújváros ainsi qu'un autre de 650 MW à Visonta. La construction des centrales prendrait un peu plus de 3 ans.

MVM et la compagnie turque Botas finalisent un contrat pour la livraison de 275 M m³ de gaz.

- nucléaire

Le gouvernement russe a publié un décret qui autorise la Hongrie à repousser les paiements relatifs à l'expansion de la centrale nucléaire de Paks. Les modifications de certaines parties du contrat visent aussi à simplifier certaines procédures.

La construction de la centrale de Paks II a débuté, suite à la signature d'un nouvel amendement au contrat, le 18 août. Les sous-traitants hongrois ont commencé à préparer les fondations et Atomstroyexport, une unité de Rosatom, est désormais active sur le site de Paks. Dans un 1er temps, les travaux vont porter sur l'excavation de 1 Mm³ de terre. Cette 1ère phase devrait être complétée pour la fin de l'automne.

Les opérateurs de la centrale de Paks ont dû réduire la puissance des blocs 2, 3 et 4 en raison des températures élevées des eaux du Danube. Une température de 29,72°C a été mesurée au point de contrôle, supérieure aux 29,5°C plafond impliquant la réduction de la puissance.

Japon et Hongrie ont conclu un accord de coopération industrielle dans le secteur nucléaire.

- renouvelables

Le groupe Alteo va construire une centrale photovoltaïque d'une valeur de 17 M€, ce qui doublera la production d'électricité d'origine solaire du groupe. Elle sera située à Tereske et devrait entrer en service au 2nd semestre 2024.

La Commission européenne a validé un programme de 2,36 Mds€ destiné à renforcer les investissements dans des secteurs liés à la transition écologique. Les fonds doivent contribuer au développement d'activités économiques ciblées dans le cadre du plan de la Commission qui vise à développer une politique industrielle pour une croissance verte. Budapest souhaite notamment promouvoir le secteur des batteries, le photovoltaïque, l'éolien, les pompes à chaleur, les électrolyseurs et les technologies de séquestration du carbone. Ces fonds – sous forme de subventions et avantages fiscaux – seront disponibles jusque fin 2025.

- e-mobilité

L'entreprise chinoise Huayou Cobalt va construire une usine de cathodes de batteries à Acs, proche de Győr. D'une valeur de 520 Mds HUF (1,4 Md€), l'investissement bénéficie d'un fort soutien financier de la part des autorités. L'usine produira jusqu'à 100 000t/an de cathodes pour

batteries de véhicule électriques. Cette 1ère usine européenne du groupe chinois fournira notamment CATL, Eve Power, LG Energy Solution ainsi que des fabricants de véhicules électriques implantés en Hongrie.

La Cour constitutionnelle a rejeté la tenue d'un référendum sur l'installation d'une usine de batteries près de Győr. Le parti socialiste local avait proposé la tenue d'un référendum, demande rejetée par le comité électoral local. Cette décision a été invalidée en appel par un tribunal de Győr. Finalement, la Cour constitutionnelle a jugé que l'initiative n'était pas légale car l'usine serait construite dans le parc industriel de Győr, une zone déclarée d'importance spéciale du point de vue de l'économie nationale, et où les initiatives locales ne trouvent pas à s'appliquer.

Eltea Nyrt va construire une nouvelle centrale solaire dans le département de Nógrád. Sa construction coûtera 17 M€ et devrait être achevée au 2nd semestre 2024. D'une puissance de 20 MW, elle couvrira les besoins en électricité d'environ 10 000 ménages.

Le bureau gouvernemental de Nógrád a ordonné à SungEel Hitech de suspendre les opérations de son usine de Bátorjytereny après avoir constaté que l'entreprise de batteries coréenne ne respectait pas plusieurs réglementations en matière de gestion des déchets. L'usine a déjà reçu 6 amendes pour un total de 100 M HUF (0,26 M€). Les activités ne pourront reprendre que si l'usine se met en conformité avec la réglementation, notamment en matière de volume de déchets stockés.

Un accord financier a été conclu entre le développeur autrichien Green Source et l'entreprise de capital risque Core Value Capital. Cet accord ouvre la voie à la construction d'une centrale photovoltaïque à proximité de Nyíregyháza. La centrale de 63 MW devrait être opérationnelle en 2024.

L'entreprise chinoise Ningbo Zhenyu Technology va créer une nouvelle usine à proximité de Debrecen. L'usine sera dédiée à la fabrication de composants utilisés dans les batteries de véhicules électriques et devrait être opérationnelle en 2027. L'investissement est estimé à 23 Mds HUF (60 M€).

La Commission européenne a lancé une enquête sur le projet d'usine de CATL, près de Debrecen. Celle-ci doit notamment déterminer si les besoins en eau de l'usine, ainsi que les potentiels dommages sur l'environnement, sont compatibles avec les réglementations européennes. Une autre enquête porte sur l'aide publique de 800 M € accordée par la Hongrie à l'entreprise chinoise.

Le gouvernement a décidé de promouvoir l'achat et l'utilisation de véhicules électriques. A cette fin, 30 Mds HUF (77 M€) sont prévus pour soutenir l'achat de véhicules électriques par les entreprises, et 30 Mds HUF pour développer le réseau de bornes de recharge. Ces projets devraient être financés par des fonds européens, mais le ministre des finances a fait savoir qu'en cas de non accès à ces fonds, ils seraient financés sur le budget de l'Etat. C'est toutefois le ministre du développement régional, qui est en charge de la mise en place de ces programmes.

Transport et infrastructures

- ferroviaire

Un appel d'offres public a été lancé pour la construction d'un pont à quatre voies traversant le Danube, au niveau de la ville de Mohács. Néanmoins, l'issue de cet appel d'offres reste incertaine du fait des difficultés de financement. En effet, le projet devait être en grande partie financé grâce aux fonds du Plan pour la reprise et la résilience, auquel Budapest n'a pas encore accès.

Le ministère de la Construction et des Transports a soumis sa stratégie ferroviaire décennale au gouvernement. Elle comprend à la fois des investissements dans le matériel roulant, ainsi que

dans les infrastructures du réseau. Estimée à 6 000 Mds HUF (15,3 Mds€), cette stratégie pourrait être financée par l'UE ou par des instruments de marché, selon le ministre Janos Lazar.

La 1ère partie du programme d'expansion des activités ferroviaires autour de Debrecen a été achevée. L'objectif est de mieux raccorder la zone économique située au nord de la ville aux routes empruntées par les camions, et ce afin de faciliter l'arrivée et l'export de marchandises par les entreprises automobiles locales. Selon M. Szijjártó, l'ensemble du programme aura un coût de 130 Mds HUF (342 M€) et verra l'émergence d'un des plus gros terminaux intermodaux en Europe de l'est.

- routier

Un nouveau pont a été inauguré entre la Hongrie et la Slovaquie. Il traverse la rivière Ipoly et permet de relier la ville hongroise d'Ipolydamasd à la ville slovaque de Helemba. Le pont mesure 58 m de long et a bénéficié de 6,7 M€ de fonds européens. 37 points de passage existent entre les deux pays.

Une nouvelle autoroute va connecter la Hongrie à la Roumanie, entre les villes de Nyíregyháza et Satu Mare. Selon le ministre Janos Lázár, l'autoroute sera construite avant fin 2026.

Malgré l'arrêt de la plupart des investissements publics en matière de construction, le gouvernement a décidé de relancer 24 projets d'infrastructures routières. Selon le décret publié en ce sens, une enveloppe de 47,5 Mds HUF (121 M€) sera disponible pour les trois prochaines années afin d'activer ces projets, puis une nouvelle enveloppe de 35 Mds HUF (90 M€) sera octroyée jusqu'en 2027.

- urbain

Le pont des Chaînes a été rouvert à la circulation, après près de 2 ans et demi de travaux, pour un coût total de 26,7 Mds HUF (70 M€). Suite à un référendum organisé en juin par la Mairie de Budapest, il a été décidé de ne plus y autoriser la circulation en voiture privée. Désormais, seuls les bus, taxis, piétons et cyclistes peuvent officiellement emprunter le pont. Mais des travaux imprévus ont, un temps, empêché le passage des piétons sur un des deux axes du pont.

- aérien

Le gouvernement a transmis une nouvelle offre pour le rachat de 51% des parts de l'aéroport de Budapest. Les propriétaires actuels sont AviAlliance (55.44%), Caisse de dépôt et de placement du Québec (21.23%) et Malton/GIC (23.33%). Ce dossier connaît donc un nouveau développement sous l'impulsion de M. Nagy, désormais ministre du développement économique et chargé du dossier.

Durant le mois de juin, l'aéroport de Budapest a accueilli 9,3% de passagers de moins qu'en 2019, mais 10,8% de plus que l'an dernier. Sur les 6 1ers mois, le trafic était supérieur de 26,6% par rapport à l'année passée, mais restait 9,4% inférieur à l'année 2019. En revanche, sur la même période, le volume du fret a diminué de 7,2% par rapport à l'année 2022.

La compagnie aérienne ouzbèke Qanot Sharq va ouvrir une ligne directe entre Budapest et Tachkent à partir du 20 août. Les liens entre les deux pays se sont récemment intensifiés et l'Ouzbékistan a ouvert une ambassade à Budapest en mars.

Wizz Air a passé une nouvelle commande à Airbus pour 75 A321neo. Le montant du contrat avoisine 10 Mds€. La compagnie exploite déjà 180 avions issus de la gamme A320 d'Airbus et a passé commande pour un total de 434 A321neo. Selon son PDG, le choix d'acheter ces avions est motivé par l'efficacité économique et leur faible empreinte carbone. La flotte de Wizz Air est en pleine expansion et transporte actuellement près de 40% de passagers de plus qu'avant la pandémie.

Transport ferroviaire

A partir du 1^{er} septembre, 7 lignes de trains opérées par MÁV-Volán vont fermer et seront remplacées par des liaisons en bus, faute de conducteurs qualifiés. Les lignes en question sont Esztergom-Komárom, Nyíregyháza-Mátészalka-Zajta, Nyíregyháza-Tiszalök, Eger-Szilvásvárad, Siófok-Kaposvár, Szentés-Orosháza, et Kiskunfélegyháza-Lakitelek.

János Lázár a demandé à MAV de concentrer ses travaux de rénovation sur la ligne Budapest-Győr-Hegyeshalom en direction de Vienne. La ligne est très dégradée et des limitations de vitesse ont dû être mises en place. MÁV a indiqué que sa trésorerie ne lui permettait pas d'entreprendre cette rénovation. Le coût serait de 32,5 Mds HUF (85,5 M€), alors que l'entreprise dispose d'un budget de 42 Mds HUF (110,5 M€) pour toutes ses opérations de rénovation et de maintenance. Zoltán Pafféri, PDG de MAV, aurait demandé à János Lázár d'obtenir des fonds auprès du ministère des Finances.

Transport routier

La compagnie Volanbusz a acheté 100 bus électriques, dans le cadre de la modernisation de sa flotte de véhicules. L'opération a coûté 46,4 M€ et a été soutenue par la Hungarian Motorsport and Green Mobility Development Agency. Volanbusz opère près de 6 000 bus et espère remplacer environ la moitié d'entre eux par des véhicules électriques d'ici à 2030.

Près de 55 000 nouveaux véhicules ont été immatriculés lors du 2^{ème} trimestre, - 12% par rapport au T2 2022. Cette baisse s'explique notamment par la baisse du pouvoir d'achat et le coût élevé des crédits à la consommation. La situation hongroise contraste avec le reste de l'Europe, le nombre d'immatriculations dans l'UE ayant augmenté pour le 12^{ème} mois consécutif.

Transport urbain

L'association des taxis a demandé à la ville de Budapest de révoquer le permis d'exploitation attribué à la compagnie Bolt. Elle considère en effet que Bolt fausse la compétition et utilise en plus un logo sans avoir jamais fait les démarches nécessaires pour l'obtenir.

Le maire de Budapest a annoncé que le prix des tickets de métro et de bus allait augmenter à compter de septembre (+30%) pour atteindre 450 HUF – 1,17€ (4000 HUF- 10,44€ le carnet de 10 tickets).

Environnement

L'entreprise chinoise CATL a soumis un amendement au permis environnemental déjà approuvé pour la construction d'une usine de batteries à Debrecen. CATL souhaite réduire la taille de l'usine de 277 000 m² à 240 000 m², soit une diminution de la surface au sol de 13%.

Le bureau gouvernemental du comté de Fejér a validé le permis environnemental de l'usine de batteries de l'entreprise coréenne SK ON à Ivánca. Cette même entreprise a récemment reçu une amende de 36500€ pour violation des mesures de sécurité. Plusieurs employés étaient tombés malades après avoir manipulé des substances dangereuses.

Une étude publiée dans *Scientific Reports* montre que la concentration de lithium dans l'eau consommée en Hongrie est faible et ne présente pas de risque sanitaire au vu des connaissances actuelles sur les effets du lithium dans l'organisme. Ce résultat est important du fait de l'installation d'usines de batteries en Hongrie. Le niveau de lithium relevé varie notamment en fonction de l'origine de l'eau (réservoir, source), mais demeure faible dans tous les cas.

La *Future Mobility Association* enjoint le gouvernement à accélérer le déploiement de stations de charge pour véhicules électriques afin de répondre à une demande croissante des usagers. Selon l'association, le nombre de stations de charge a augmenté de 14% en 2022 alors que, sur la même année, le nombre de véhicules électriques avait progressé de 50%.

Les émissions de gaz à effet de serre hongroises ont diminué de 7% en 2022, selon les données du service météorologique hongrois diffusées par le ministère de l'Energie. Les émissions ont diminué de 18% dans l'industrie, de 12% dans l'agroalimentaire et de 1% dans la gestion des déchets. En revanche, les émissions du secteur des transports ont augmenté. Les émissions ont baissé de 37% depuis 1990 et le ministère propose de relever l'objectif de réduction à l'horizon 2030 de 40% à 50%.

Le groupe slovène Andrada va développer **une usine de recyclage de batteries électriques à Alsószolca**. D'un montant de 26 M€, il s'agit du plus important investissement slovène réalisé en Hongrie. Le gouvernement soutient le projet à hauteur de 12 M€. Selon le ministre Péter Szijjártó, cet investissement va permettre de réduire l'impact environnemental des usines de batteries grâce à une amélioration du recyclage.

Le gouvernement a mis en place un mécanisme de subventions pour les entreprises qui réalisent des investissements afin d'augmenter le recyclage de leurs produits, dans le cadre du régime de responsabilité élargie du producteur en place depuis le 1^{er} juillet. Le fonds est doté de 85 M€ et chaque entreprise peut recevoir jusqu'à 700 000€.

République Tchèque

Energie

- électricité

Les députés ont voté en 1^{ère} lecture un amendement à la **loi sur le droit de vote des actionnaires en matière de scission d'entreprise**, dite « **Lex CEZ II** », visant à abaisser à 75% des actionnaires présents à l'assemblée générale la part des votes des actionnaires nécessaire à la transformation des entreprises, contre 90% actuellement. Si ce projet de loi reste susceptible d'être modifié au cours du processus parlementaire (d'autres options seraient envisagées), il **permettrait la nationalisation complète de l'énergéticien national CEZ** (dont l'Etat est actuellement actionnaire à 70%), et notamment de ses activités de production d'électricité, dans la perspective du programme de **nouvelles capacités nucléaires**. Ce projet fait l'objet de nombreuses critiques de la part des actionnaires minoritaires.

L'énergéticien national CEZ a vu sa production d'**électricité d'origine** renouvelable augmenter de plus de **15% en glissement annuel au 1^{er} trimestre de 2023**, tirée en grande partie par la production hydroélectrique (+31%) du fait de conditions météorologiques favorables. La production éolienne a augmenté de 18%, tandis que celle de ses capacités photovoltaïques a baissé de 13%.

- gaz

Le directeur de la stratégie de **CEZ**, Pavel Cyrani, a annoncé que son groupe allait soumettre une offre pour le **rachat de la société de distribution de gaz GasNet** (plus grand distributeur de Tchéquie avec près 2,3 M de clients), propriété d'un consortium d'investisseurs dirigé par l'australien MAM et composé de *British Columbia Investment Management Corporation* et d'*Allianz Capital Partners*.

Au cours du 1^{er} semestre 2023, le terminal GNL d'Eemshaven aux Pays-Pays, dans lequel l'énergéticien national CEZ a acquis l'an passé une part pour cinq ans, a permis la livraison à la Tchéquie de plus de 1 Md m³ de gaz, soit environ 15% de la consommation annuelle tchèque.

- carburants

Les droits d'accise sur le diesel, temporairement réduits par le gouvernement l'an passé afin d'atténuer les effets de la hausse des prix du carburant sur la compétitivité des transporteurs et le pouvoir d'achat des automobilistes, **ont été rétablis de manière anticipée à leur niveau initial**

(1,5 CZK soit 6c€ par litre) au 1^{er} août alors que la mesure devait initialement rester en vigueur jusque fin 2023. Cette mesure intervient dans le cadre du paquet de mesures de consolidation budgétaire, présenté en cours d'année par le ministre des Finances et destiné à améliorer le solde public, alors même que le prix du diesel a enregistré une baisse significative ces derniers mois, justifiant son extinction anticipée selon le gouvernement.

Environnement

Le ministre de l'Environnement a annoncé l'ouverture à partir de septembre d'un **nouveau programme dénommé « Fix up grandmother's house »** prévoyant l'attribution jusqu'à 41 000€ de subventions aux ménages pour la rénovation thermique ou le remplacement des maisons de plus de dix ans. Alimenté par 55 Md CZK (2,3 Md €) du Fonds de Modernisation de l'UE, ce programme prévoit également le versement d'avances pour la réalisation des travaux ainsi que des prêts préférentiels en lien avec les organismes de crédit immobilier. L'aide est ouverte rétroactivement aux travaux de rénovation menés à partir du 1^{er} janvier 2021. Plus d'informations sur le site du ministère tchèque de l'Environnement : mzp.cz

Transport et infrastructures

- ferroviaire

L'opérateur ferroviaire national České dráhy a transporté au 1^{er} semestre 2023 plus de 79 M de passagers, +4 M en g.a. Ce chiffre représente 73 % du total atteint en 2019, quand l'opérateur avait atteint son record historique de 91,6 M de passagers.

L'opérateur de fret ferroviaire ČD Cargo a signé un contrat de 45 M€ avec ALSTOM pour la livraison de 12 locomotives TRAXX 3 MS supplémentaires, équipées de l'ETCS Atlas (Level 2, Baseline 3). Cette commande porte la flotte de ce type de locomotives de ČD Cargo à un total de 49 véhicules. Ces locomotives, destinées aux filiales CD Cargo Poland et CD Cargo Slovakia, devraient être livrées en juin 2026.

Radim Jančura, propriétaire de RegioJet, opérateur ferroviaire tchèque privé, a annoncé ses plans de prolonger la liaison Prague-Košice vers Chop cette année, puis vers Mukachevo où il prévoit de construire un centre de maintenance. A cette fin, il est prêt à financer lui-même l'électrification du tronçon Chop-Mukachevo. RegioJet prévoit également d'introduire, en coopération avec Ukrzaliznycja, de nouvelles liaisons entre l'Ukraine et l'Allemagne (Kiev-Berlin et Kiev-Hanovre) via la Pologne et de commander 1000 nouveaux wagons auprès des compagnies ferroviaires ukrainiennes, à condition qu'ils répondent aux normes européennes. Actuellement, l'Ukraine ne représente que 1% de l'activité de RegioJet.

- routier

Le ministre des Transports a annoncé une hausse entre 10 et 15% des tarifs des péages à compter de mars 2024. Le système de péage électronique concerne actuellement plus de 2 840 km de routes de 1^{ère} catégorie et d'autoroutes. Au titre du 1^{er} semestre 2024, il a généré des revenus de l'ordre de 7,5 Mds CZK (310 M€), soit le même montant que l'année dernière.

- aérien

L'aéroport de Prague a enregistré au cours du 1^{er} semestre 2023 un trafic de 5,8 M de passagers, soit une fréquentation en hausse de 36% par rapport à la même période 2022 et -25,6% par rapport à 2019 (année record avec 7,8 M voyageurs entre les mois de janvier et juin). Londres et Paris restent les destinations les plus prisées.

L'aéroport de **České Budějovice** en Bohême de Sud a lancé un service international le 2 août, devenant ainsi le 6^{ème} aéroport de République tchèque avec le **statut d'aéroport international**.

L'aéroport, dans lequel la ville et la région ont investi près de 84 M€, opère des vols touristiques à destination de la Turquie et de la Grèce.

- urbain

Le groupement SUBTERA (Metrostav), Hochtief et BeMo Tunneling a remporté l'appel d'offres pour la construction de la 2^{ème} phase de la nouvelle ligne du métro D à Prague (tronçon Olbrachtova-Nové Dvory), l'un des plus importants marchés de construction depuis dix ans. La valeur de l'offre retenue est de 30 Mds CZK, soit 1,26 Md€. L'offre du groupement VINCI-PORR-MARTI, bien que la moins chère (1 Md€), a été écartée par le comité d'évaluation de DPP (société des transports publics de Prague) au motif de non-conformités. Cependant, le contrat avec le soumissionnaire retenu ne pourra être signé qu'après la décision de l'Office de protection de la concurrence qui a ouvert une procédure sur cet appel d'offres.



La Société des transports de Prague, DPP, lancera d'ici fin 2023 un AO pour la **reconstruction du funiculaire** de Petřín à Prague. La réparation de la voie et la remise en état de la pente instable représente un investissement estimé à 150 M CZK (6,3 M€).

Fonds européens

Dans le cadre de la mise à jour de son PNRR, le gouvernement tchèque a finalement réduit substantiellement le montant de sa demande de prêt à environ 800 M€ (19,4 Md CZK) contre 5,6 Mds€ prévus initialement. **Cet emprunt sera fléché pour 340 M€ sur le développement des logements sociaux** (ministère du Développement régional), 326 M€ pour la numérisation (ministère de l'Intérieur) et 122 M€ pour le développement de l'industrie des semi-conducteurs et la **création d'un fonds pilote de co-investissement pour soutenir les infrastructures stratégiques** (ministère de l'Industrie et du Commerce).

D'après le ministère des Finances, la position nette de la République tchèque vis-à-vis du budget UE, structurellement positive depuis son adhésion en 2004, était de +45,6 Mds CZK (1,9 Md€) au 1^{er} semestre 2023. Les recettes incluent principalement les fonds issus du plan de relance (1 Md€), de la politique de cohésion (1,2 Mds€) et de la PAC (1 Md€), tandis que la contribution au budget de l'UE s'est traduite par le versement de 1,4 Mds€.

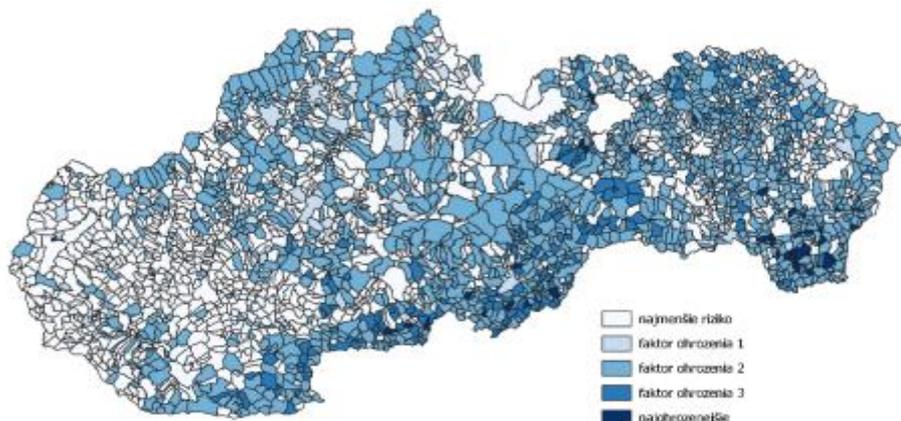
Slovaquie

Energie

En juin, l'Institut des prévisions de l'Académie des sciences et la chaire de sociologie de la Faculté des lettres ont publié une **analyse approfondie sur la pauvreté énergétique**. Les ménages slovaques dépensent 16 % de leur revenu disponible pour leur logement : la part du loyer dans ces dépenses est faible car la Slovaquie est un pays de propriétaires tandis que **les dépenses énergétiques sont considérables**.

Malgré des **prix des énergies parmi les plus faibles de l'UE** (21^{ème} pour l'électricité et 25^{ème} pour le gaz au 2^{ème} trimestre 2022 selon l'étude), les ménages consacrent aux énergies une **part de leur budget plus importante que le reste de l'UE**. Les analystes perçoivent deux raisons à cette situation précaire : le **faible niveau des revenus des ménages** et **l'efficacité énergétique insuffisante des logements**. Selon le rapport, 8,2% des ménages slovaques sont exposés

aujourd'hui à la pauvreté énergétique. Par conséquent, une hausse des prix supérieure à la hausse des revenus peut durablement affecter les ménages.



En bleu foncé, les zones où les ménages sont les plus menacés par la pauvreté énergétique

- électricité

Au 30 juin, selon les données préliminaires du réseau de transmission, SEPS, les opérateurs slovaques ont **produit 14 510 GWh d'électricité, soit +4,3 % en g.a. tandis que la consommation s'est établie à 13 395 GWh, en diminution de 10,7 %**. La Slovaquie est donc **redevvenue autosuffisante en électricité**. Pour mémoire, la chute de la consommation résulte de la fermeture de quelques sites industriels énergivores dont l'usine d'aluminium Slovalco, plus grand consommateur d'électricité du pays.

Les 20 1ers producteurs d'électricité ont augmenté leurs chiffres d'affaires de 78 % en 2022, mais leur résultat financier est passé d'un profit de 85 M€ en 2021 à une perte de 95 M€. Le plus grand producteur d'électricité, Slovenske elektrarne, a ainsi atteint un CA de 4,96 Mds€, en hausse de 77,8 %, mais a réalisé une perte historique de 216,9 M€. Cette perte résulte notamment des **achats supplémentaires d'électricité sur le marché à des prix élevés** et de l'achèvement des **travaux du troisième bloc nucléaire à Mochovce**. A l'inverse, la société publique Vodohospodarska vystavba opérant les centrales hydrauliques a réalisé un CA de 325 M€ en 2022 (après 167 M€ en 2021 et 110 M€ en 2020) et augmenté son profit de 4,4 M€ en 2021 à 113 M€ en 2022, devenant le producteur le plus profitable du pays.

Les 30 1ers distributeurs d'électricité ont atteint un CA à hauteur de 6,8 Mds€ en 2022, en augmentation de 60 %. Le profit a progressé de 1,5 M€ en 2021 à 56 M€ en 2022. Pour autant, ce résultat doit être relativisé car il provient en grande partie de l'activité du 1er acteur sur le marché – la société ZSE, distributeur d'électricité en Slovaquie occidentale géré par le groupe allemand E.On. ZSE a réalisé un CA de 2,3 Mds€, en croissance de 78,9 % et a atteint un profit de 47,9 M€, en hausse de 160 %. Les autres grands acteurs sur le marché à savoir le distributeur en Slovaquie centrale, SSE (géré par EPH), et en Slovaquie orientale, VSE (géré par E.On), ont respectivement enregistré un CA de 1,5 Mds€ (+52,2 %) et 0,9 Md€ (+72,5 %) et des pertes de 11,3 M€ et 2 M€.

- nucléaire

EDF a signé un mémorandum d'entente avec la société publique JAVYS le 25 août à Paris. JAVYS est actionnaire majoritaire au sein de la société JESS, chargée de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Slovaquie. Le MoU a été signé en présence du ministre de l'Economie Dohun. L'électricien français a indiqué : « *EDF est fier de participer aux discussions sur le nouveau programme de construction nucléaire en République slovaque, basé sur les technologies EPR1200*

et NUWARD SMR, qui peuvent contribuer aux ambitions du pays dans le développement industriel et le développement durable ».

Le troisième bloc nucléaire à Mochovce, en opération depuis février, a atteint 75 % de sa capacité mi-juillet et 90 % mi-août. Ce bloc a d'ores et déjà produit approximativement 650 000 MWh d'électricité ce qui correspond à la consommation annuelle de 260 000 ménages.

Mi-juillet, la société américaine **Westinghouse a signé deux MoU avec JAVYS** à l'Ambassade des Etats-Unis. Ils concernent notamment la construction de petits réacteurs modulaires.

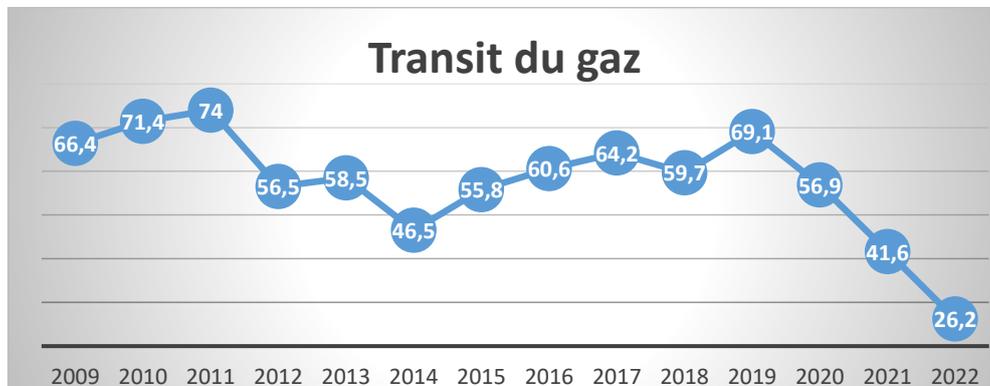
Le ministère des Finances estime le coût du démantèlement de la centrale nucléaire A1 (tchéco)slovaque située à Jaslovske Bohunice à 1,5 Mds€ à ce jour, soit 1500€/MWh d'électricité produite. Cette centrale a fonctionné pendant les années 1972-1977 et, suite à deux accidents graves, a été arrêtée. Elle n'a produit que 916 GWh d'électricité. Son démantèlement se poursuit, financé par la contribution (approximativement 8 € / an / ménage) du Fonds national nucléaire.

Le 25 août, la société américaine **Westinghouse a signé un contrat avec Slovenske elektrarne pour la fourniture de combustible nucléaire**. Le principal électricien slovaque rappelle que cette signature est le résultat d'un marché public international dont l'objectif était la diversification de fourniture du combustible pour les centrales nucléaires VVER 440. Les 1ères fournitures sont prévues à l'horizon d'un an, après validation technique: le combustible doit passer par un processus de licence et d'approbation pour prouver son utilisation sûre par les centrales slovaques. Selon le communiqué de presse, « la pierre angulaire de la stratégie de diversification de Slovenske elektrárne consiste à soutenir toute initiative et coopération visant à disposer d'au moins deux fournisseurs alternatifs de combustible nucléaire et de plusieurs fournisseurs potentiels de matériaux et de services dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement pour la production de combustible nucléaire. »

- gaz

Alors que la Slovaquie importe 98 % de son gaz, et pour diminuer la dépendance au gaz russe, les autorités slovaques envisagent de **rétablir la production domestique** qui pourrait couvrir 10 % de la consommation nationale, qui devrait stagner à hauteur de 4,3 Mds m³ ces 5 prochaines années. La société publique SPP détient 60,5 % du marché de la vente du gaz, alors que plusieurs fournisseurs alternatifs ont fait faillite dernièrement en raison de la crise énergétique (le plus important comptait 120 000 clients). Pour mémoire, le contrat d'approvisionnement signé avec Gazprom Export, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2009, couvre une durée de 20 ans. Le réseau de transit compte 2 270 km de gazoducs et 4 stations de compression. La capacité de transit de 90 Mds m³/an est désormais sous-utilisé du fait de l'agression russe et de la baisse du transit par l'Ukraine. En 2022, le transit n'a atteint que 26,2 Mds m³ (-37 % en g.a.). Il était de 69,1 Mds m³ en 2019, 56,9 Mds m³ en 2020 et 41,6 Mds m³ en 2021.





La crise énergétique a considérablement affecté le marché de distribution de gaz en Slovaquie. D'un côté, les CA ont augmenté mais les profits des 20 1ers distributeurs se sont contractés de 55 %. En effet, les distributeurs ont acheté du gaz plus onéreux sur les marchés internationaux pour le vendre localement à des tarifs régulés. Le 1er acteur, Slovensky plynarensky priemysel (SPP) a vu son CA augmenter de 105,6 % à 3,955 Mds€ en 2022, mais son profit a diminué de 234 M€ en 2021 à seulement 25 M€ en 2022. La société MVM CEEnergy a augmenté son CA de 313,5 % (444 M€) avec un résultat en hausse (+493 %, 4,6 M€) tandis que la filiale de SPP, la société SPP distribucia a enregistré une baisse de son CA de 4,6 % (398 M€) avec un résultat en progression de 11,3 % à 135 M€.

La Slovaquie dispose d'un système de réservoir avec une capacité de 37 138 GWh soit approximativement 3,5 Mds m³ sur son territoire. Ces réservoirs sont opérés par les sociétés semi-publiques Nafta et Pozagas. Par l'intermédiaire de la société SPP Storage, pour les besoins de la Slovaquie, le pays utilise également un réservoir situé sur le sol tchèque (0,65 Mds m³). Aujourd'hui, 77 % des communes slovaques sont raccordées au gaz soit 94 % de la population.

La société semi-publique Nafta (contrôlée par le groupe tchèque EPH), opérateur des réservoirs de gaz en Slovaquie a réalisé un profit de 200 M€ en 2022 (81,3 M€ en 2021). Les 2/3 du profit proviennent du stockage pour le compte de clients étrangers.

La société semi-publique Pozagas (également contrôlée par le groupe tchèque EPH) également en charge des réservoirs de gaz a réalisé un CA historique l'année dernière à hauteur de 82 M€, en hausse de 163 % en g.a. Le précédent record de CA atteignait 40 M€.

- renouvelables

Le ministère des Investissements, du développement régional et de la numérisation a présenté en conseil des ministres du 6 juillet le projet de soutien à l'utilisation de l'énergie géothermique à Kosice. Ce projet prévoit le creusement de trois puits géothermiques d'une capacité de 30 MWt à 15 km de Kosice et la construction d'une conduite de chauffage. La chaleur pourrait servir aux habitants de Kosice connectés au réseau de chaleur (171 000 personnes). Le projet est porté par la société publique MH Teplarensky holding gérant le chauffage urbain dans six municipalités slovaques dont Kosice. **Les trois puits devraient produire 180 GWh de chaleur/an équivalent à ¼ des besoins du chauffage urbain de Kosice.** Par ce projet, la part des énergies renouvelables dans la production de chaleur devrait atteindre 42 % et les émissions de CO₂ devraient baisser de 54 000 t/an. Le coût de ce projet est évalué à 87,7 M€ dont 56,1 M€ issus du Fonds de transition juste. Le 12 juillet, une commission spécialisée auprès du programme opérationnel Slovaquie a approuvé ce projet. Enfin, le 23 août, le gouvernement réuni en conseil des ministres a attribué à ce projet le statut d'investissement important.

La société semi-publique Nafta prévoit la transformation de ses cinq puits de gaz naturel inutilisés à proximité de Trebisov (est du pays, 24 000 habitants). L'extraction du gaz s'est terminée en 2015 faute de rentabilité. Les puits d'une profondeur de 2 250 – 2 607 m seront

transformés en échangeur de chaleur. Le projet pourrait commencer vers la fin de cette année et les travaux devraient durer deux-trois mois. Les investissements devraient s'élever à 2 M€ auxquels s'ajoutent 4 M€ pour les tuyaux.

La Région de Presov (est du pays) et la société PW Energy ont signé fin août un mémorandum de coopération et de soutien au développement de l'utilisation de l'énergie géothermique. En effet, PW Energy prévoit la construction dans la région de Presov de la 1ère centrale électrique géothermique. Le projet a d'ores et déjà franchi l'évaluation de l'impact sur l'environnement. La production d'électricité devrait couvrir la consommation de 20 000 ménages, la chaleur résiduelle pouvant chauffer 6 000 ménages. Le forage devrait commencer au printemps 2024 et la centrale devrait être finalisée en 2026. Le montant de ce projet est évalué à hauteur de 65 M€.

Le 17 août, le ministère de l'Economie a lancé un appel à projets pour la modernisation des stations de biogaz servant à la production d'électricité (fonds de 9,33 M€ avec un soutien maximal par projet 1 M€) et pour la transformation de ces stations de biogaz en des stations produisant du biométhane (enveloppe de 17 M€, avec un soutien maximal par projet de 1,5 M€). L'appel à projets est ouvert jusqu'au 31 octobre 2023.

Le ministère de l'Economie prévoit la mise en place de deux zones « GO-TO » **d'accélération de l'éolien**. Ces zones disposeront de toutes les autorisations nécessaires et des infrastructures y compris le raccordement au réseau électrique, et seront attribuées par enchère. En outre, le ministère veut amender la législation slovaque pour soutenir le développement de l'énergie éolienne. Le soutien concernera également les projets visant l'autoconsommation. Cette priorité sera aussi inscrite dans la mise à jour du Plan national Energie-Climat ainsi que dans la stratégie de transformation énergétique, en cours de rédaction. Selon la mise à jour du plan, la production des centrales éoliennes devrait augmenter de 6 GWh à 1 500 GWh en 2030, grâce à une hausse de la capacité installée **de 3 MW à 750 MW**. Cela devrait permettre à la Slovaquie de remplir les objectifs européens et assurer une part d'énergies renouvelables à hauteur de 23 % de la consommation à l'horizon 2030. Ainsi, la production potentielle des énergies renouvelables devrait progresser de 7 051 GWh à 10 052 GWh.

Début septembre, le ministère de l'Economie a signé un mémorandum avec la société JESS, chargée de la construction de la nouvelle centrale nucléaire en Slovaquie, pour le recueil de son expertise concernant le développement de ces deux zones « go-to ».

- hydrogène

Le 1^{er} août, la société municipale chargée du transport public de passagers à Bratislava, DPB, a lancé la circulation de quatre bus hydrogène Solaris Urbino 12. L'achat des bus (610 000€ HT/bus) a été financé par le ministère des Investissements, du Développement Régional et de la Numérisation. La société DPB travaille actuellement sur son propre projet de station de service. **La capitale est devenue la 1ère municipalité slovaque avec une circulation régulière de bus H2.**

Transports et infrastructures

Selon les données de l'Office des statistiques, au 1^{er} semestre 2023, le transport de marchandises a atteint 104,6 Mt, en baisse de 11,6 % en g.a. Par contre, le transport de passagers s'est établi à 344,6 M de passagers, en hausse de 15,8 %. Le transport de passagers par la route a augmenté de 16,3 % et le transport ferroviaire de passagers a progressé de 11,8 %. En juin, le transport public de passagers a pour la 1ère fois dépassé le niveau d'avant la pandémie.

- routier

Pendant le S1 2023, les recettes issues du péage électronique perçu auprès des véhicules utilitaires et des bus ont atteint 120,4 M€, en baisse de 2 M€. 70 % des recettes provenaient du péage payé pour l'utilisation des autoroutes et des voies rapides, 30 % pour l'utilisation des routes nationales. Au 30 juin 2023, 321 295 véhicules ont été enregistrés dans le système. La

Société nationale des autoroutes, NDS, prévoit des recettes annuelles à hauteur de 235 M€ cette année. Le système est opéré par l'entreprise SkyToll (voir ci-dessous) qui devrait facturer cette année NDS à hauteur de 63 M€ pour ses services, soit 27 % des recettes.

Le 9 août, la Société nationale des autoroutes, NDS, a annoncé les résultats des AO relatifs au péage électronique appliqué aux véhicules utilitaires et aux bus, tous deux gagnés par la société CzechToll. La société CzechToll, tout comme l'opérateur actuel du péage SkyToll, appartient au groupe ITIS de PPF Group (famille tchèque Kellner). Les autorités slovaques espèrent que le nouveau système sera moins onéreux que l'actuel dont les coûts payés au prestataire privé SkyToll approchaient à une époque 50 % des recettes.

Le 1er AO concerne l'informatique d'opération du nouveau système de péage ainsi que les services de soutien. La valeur estimée de ce marché était de 41,8 M€ hors TVA et CzechToll a présenté une offre à hauteur de 13,7 M€ ; le marché est cependant contesté.

Le 2ème AO concerne les services de péage (livraison des unités de bord, logistique et distribution, services de paiement, points clients, etc.). La valeur estimée de ce marché était de 49,9 M€ hors TVA et CzechToll a déposé une offre à hauteur de 28,7 M€.

Dans le cadre du système européen de péage EETS qui a pour objectif d'interconnecter les différents systèmes de péages nationaux (avec une seule unité de bord, OBU, nécessaire à travers l'UE), 4 fournisseurs sont en phase d'accréditation : ITIS, Telepass, Eurowag et Toll4Europe.

L'Administration slovaque des routes (SSC), entreprise publique chargée de la gestion des routes nationales a lancé fin août plusieurs AO. Un appel d'offres prévoit la construction du 2ème tronçon de contournement de Prievidza (47 000 habitants) d'une longueur de 2,7 km. La valeur estimée de ce marché est de 28,9 M€ hors TVA. Les intéressés peuvent répondre jusqu'au 27 septembre. <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:508791-2023:TEXT:FR:HTML&src=0>. Le 2ème appel d'offres prévoit la reconstruction de plusieurs routes nationales endommagées. La valeur totale estimée de ce marché public est de 23,8 M€, divisé en plusieurs lots selon les régions concernées.

<https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:510966-2023:TEXT:FR:HTML&src=0>

- ferroviaire

Le 14 août, le Journal officiel de l'UE a publié l'AO de ZSR, société publique ferroviaire chargée des infrastructures, concernant la reconstruction des lignes entre Hronský Beňadik – Nová Baňa (Slovaquie centrale, 11 km). La valeur estimée de ce marché est de 41,4M€ (hors TVA) et les intéressés peuvent répondre jusqu'au 2 octobre.

<https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:494470-2023:TEXT:FR:HTML&src=0>

Le 5 septembre, le Journal officiel de l'UE a publié l'AO de ZSR concernant la modernisation et l'électrification d'un tronçon de 4,5 km entre la gare ferroviaire de Bratislava « Devínska Nova Ves » et la municipalité de Marchegg en Autriche. La valeur estimée de ce marché est de 12,8 M€ et les intéressés peuvent répondre jusqu'à 11 octobre. La vitesse sur ce tronçon composé d'une seule voie devrait augmenter de 80 à 120 km/h. Pour mémoire, du côté autrichien, les travaux de modernisation devraient permettre aux trains de rouler jusqu'à 200 km/h sur cette ligne à deux voies en direction de Vienne.

- aérien

Au 1er semestre 2023, l'aéroport de Bratislava a accueilli 668 000 passagers, en hausse de 35 % par rapport au 1er semestre 2022, nombre toujours inférieur de 29% aux résultats du 1er semestre 2019. Le mois de juin, avec 216 047 passagers, a permis d'atteindre 92 % des passagers accueillis en juin 2019.

Au 1er semestre 2023, l'aéroport de Kosice, 2ème ville du pays située à l'est, a reçu 247 803 passagers, en hausse de 29 % en g.a. Le nombre de passagers a dépassé également de 13 % la performance du 1er semestre 2019. 207 000 passagers ont utilisé sept lignes régulières (Dublin, Liverpool, Londres Luton, Londres Stansted, Prague, Varsovie et Vienne). Enfin, au mois d'août, l'aéroport de Kosice a pour la 1ère fois eu un nombre de passagers supérieur à 100 000/mois (102 270 passagers).

Environnement

Selon le ministère de l'Environnement, le système de consignation a permis de récupérer 490 M de bouteilles PET et de canettes. Au 1er trimestre, le taux de retour était de 88 %, proche de l'objectif 90 % d'ici 2025.

L'Agence d'innovation et énergétique slovaque, SIEA, agence publique du ministère de l'Economie, prévoit un nouveau cycle pour le projet « ménages au vert ». SIEA prévoit le déploiement de 180 M€ pour financer l'achat et l'installation de panneaux solaires, de pompes à chaleur, de chaudières à biomasse ainsi que de turbines éoliennes. Les enregistrements des prestataires ont commencé en août. Depuis le lancement du projet « ménages au vert » en 2015, 54 000 installations ont été financées à hauteur de 116 M€ par l'intermédiaire du programme opérationnel Environnement.

En juin 2023, les instituts du ministère de l'Environnement et du ministère de l'Economie ont publié une étude sur les émissions du secteur du transport, dont 97% issues du transport routier, responsables de 18 % de toutes les émissions en Slovaquie. Ces 30 dernières années, le nombre des véhicules particuliers a augmenté de 950 000 (1992) à 2 500 000 (2022) et les prévisions tablent sur 3 M automobiles en 2035. Le nombre de véhicules utilitaires a également plus que doublé en 30 ans.

Selon le rapport, le soutien public à la mobilité durable est insuffisant ; 10,3 M€ d'aides ont été fléchés sur cette politique publique, les aides à la construction des infrastructures atteignant 1 M€. Par ailleurs, le nombre de véhicules électriques était inférieur à 6 000 en 2022. Les analystes recommandent des aides supplémentaires dont l'aide financière directe à l'achat et l'aide à la construction des infrastructures. Les aides à l'achat de véhicules électriques particuliers devraient coûter 10-15 M€ et à l'achat des bus 35 M€. Les subventions à l'infrastructure devraient concerner les bornes publiques, les bornes de recharges chez les particuliers, entreprises, petites et moyennes municipalités, ainsi que des bornes de recharges dans les terminaux des bus. Enfin, l'analyse met en exergue que les taxes environnementales en Slovaquie sont trop faibles. La hausse des recettes pour l'enregistrement d'un véhicule à émission devrait augmenter de 61 M€ en 2021 à 342 M€ en 2035.

Selon les données de l'Institut slovaque de météorologie, **les émissions des gaz à effet de serre ont diminué de 8,5 % en 2022** en g.a. L'industrie, plus grand émetteur, a diminué ses émissions de 20%. D'après l'Institut, cette baisse résulte principalement de la moindre performance industrielle, les plus grands émetteurs ayant, sous l'effet de la crise énergétique, arrêté ou interrompu leur production. Il s'agit aussi des 1ers résultats positifs issus des investissements dans les énergies renouvelables.

Lituanie

Energie

L'appel d'offres pour le **1er parc éolien offshore lituanien** (700 MW) a eu lieu en juillet et a été **provisoirement remporté par le consortium d'Ignitis** (société publique lituanienne) et d'Ocean Winds (détenue à parts égales par ENGIE et EDP Renováveis), qui avait proposé une enchère de 20 M€. La décision définitive devrait être rendue dans le courant du mois de septembre, une fois

les vérifications relatives à la sécurité nationale effectuées. Ignitis a l'ambition de commencer la construction en 2026 ou 2027 et de la terminer en 2030, qualifiant l'objectif de 2028 affiché par le gouvernement d'ambitieux. Le projet devrait coûter au total 2 Mds€.

L'appel d'offres pour le 2ème parc éolien offshore, qui devait avoir lieu en septembre, **a été repoussé à la fin de l'année**. Le ministère lituanien de l'Énergie a justifié cette annonce par la nature plus complexe de cet appel d'offres qui, contrairement au 1er, ouvrira la possibilité de subventions, et nécessite donc un accord avec la Commission européenne. L'appel d'offres ne peut être lancé que deux mois après un tel accord, et les autorités lituaniennes s'attendent à ce qu'il soit conclu dans le courant du mois de septembre. Pourtant, le consortium de Polenergia et de l'entreprise locale Green Genius a d'ores et déjà annoncé qu'il n'allait pas répondre à cet appel d'offres en raison d'exigences trop contraignantes. Quant à **la stratégie énergétique**, annoncée initialement pour fin d'année 2023, elle **ne sera publiée au mieux que début 2024**.

À **Anykščiai**, au nord-ouest de la Lituanie, l'entreprise d'énergies renouvelables European Energy Lithuania a présenté son projet de parc solaire qui devrait entrer en service en novembre. Il générera 95 GWh/an d'électricité, couvrant ainsi les besoins d'environ 90 000 consommateurs. Avec **140 000 panneaux solaires répartis sur 120 ha**, ce parc sera le plus grand des pays baltes.

Transport et infrastructures

- urbain

La **municipalité de Vilnius est la 1ère à avoir adopté fin août son plan de développement de la production et de l'utilisation de l'hydrogène vert** pour le transport public et privé. La ville achètera 16 bus à hydrogène pour remplacer les modèles à diesel et construira des infrastructures de production et de stockage de l'hydrogène. La chaleur émise par la production de l'hydrogène sera réutilisée pour le chauffage de la ville. Le budget de 8 M€ sera financé à 70% par le ministère de l'Énergie. Vilnius a comme objectif de produire 1,140M m³ / an d'hydrogène vert et d'être climatiquement neutre d'ici 2030.

- aérien

Le ministre lituanien de l'énergie Marius Skuodis a annoncé la possible **mise en service dès 2024 d'une ligne de train reliant Vilnius à Riga**. Début 2023, les ministres des transports des trois pays baltes s'étaient mis d'accord pour relier leurs capitales par le chemin de fer sans attendre la complétion du projet Rail Baltica.

Fin août, la Commission européenne a validé l'allocation de **1,85 M€ aux aéroports de Vilnius et de Kaunas pour l'électrification des usages** au cours des trois prochaines années. Ces fonds permettront l'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques et l'acquisition ou le renouvellement de sources d'alimentation mobiles pour les avions.

Lettonie

Energie

Les gestionnaires des réseaux de transport d'électricité des Etats baltes « Litgrid », « Augstsprieguma Tikls (AST) » et « Elering », ont signé un accord sur la déconnexion du système contrôlé par la Russie (BRELL) et la connexion synchrone des réseaux électriques baltes au réseau d'Europe continentale en février 2025. L'accord stipule également que les pays baltes devront annoncer conjointement à l'été 2024 leur retrait du contrat BRELL conclu avec les opérateurs russes et biélorusses, soit six mois avant la synchronisation. Le gestionnaire letton des réseaux de transport d'électricité AST a prévu d'investir encore 188,8 M€ pour achever les projets d'infrastructures de synchronisation.

Infrastructures

L'entreprise Eiropas Dzelzcela linijas (EDZL), actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, a signé un accord avec l'entreprise italienne Italferr portant sur la supervision de la réalisation des travaux de la construction de la ligne principale de Rail Baltica. L'aéroport international de Riga a inauguré un héliport, dont la construction a coûté 3,3M€, (cofinancé à 85% par le Fonds de cohésion). L'ouverture de l'héliport permettra d'accroître la sécurité du trafic aérien et d'améliorer la qualité des services de l'aéroport de Riga, notamment pour les besoins de l'État, de la protection civile et de la médecine de catastrophe, ainsi que de réduire les émissions de CO₂ et les niveaux de bruit, puisque les manœuvres des hélicoptères sur l'aérodrome seront réduites. Par ailleurs, l'aéroport international de Riga a entamé une 6^{ème} phase de travaux dont le coût estimatif est de 200 M€. Les principaux chantiers concernent l'agrandissement du terminal passagers, la construction de nouvelles routes d'accès et d'un nouveau parking à plusieurs étages, ainsi qu'une liaison directe avec la future gare ferroviaire de Rail Baltica.

Transports

A partir du 29 octobre 2023, la compagnie aérienne britannique British Airways desservira Riga avec trois vols directs hebdomadaires entre Londres Heathrow et l'aéroport international de Riga. La compagnie britannique marque ainsi son retour à Riga après 16 années d'absence.

Estonie

Climat

Le gouvernement estonien a approuvé, en août, le nouveau projet de plan national pour l'énergie et le climat (REKK) pour les quatre prochaines années, avant transmission à la Commission européenne. Au total, dix objectifs principaux ont été mis en avant, soit deux de plus que pour le plan précédent datant de 2019. Ces objectifs reprennent notamment ceux de la stratégie « Estonie 2035 », approuvée par le Parlement en 2021. L'Estonie déclare ainsi vouloir atteindre la neutralité climatique (zéro émissions nettes) d'ici à 2050. Le nouveau plan prévoit d'atteindre un mix énergétique à 65% de renouvelables en 2030 (et même 100% pour la consommation d'électricité) et de multiplier les dispositifs de capture du carbone dans le secteur ATCATF (Affectation des terres, changements de l'affectation des terres et foresterie). La version finale de ce plan ne sera toutefois adoptée que l'été prochain.

Transports

Un projet de nouvelle taxe sur les véhicules, inclus dans l'accord de coalition du gouvernement actuel, est en cours d'élaboration au ministère des Finances. Elle pourrait être mise en place à partir de l'été 2024 et dépendrait de l'âge, du poids et de la puissance du moteur du véhicule. Deux modèles pour le calcul de la taxe sont à l'étude : soit une prise en compte de l'impact environnemental d'un véhicule tout au long de son cycle de vie – production, utilisation et élimination –, soit un calcul plus restreint se concentrant uniquement sur les émissions de CO₂ lorsque le véhicule est en circulation. Le choix de l'une de ces options ou d'une troisième ne sera pas fait avant septembre. Ce projet de réforme est largement décrié par la population : selon une enquête réalisée par Norstat en juillet, 21% des personnes interrogées y sont favorables, tandis que 72% s'y opposent. Des divergences existent également au sein du gouvernement. Selon le ministre estonien du Climat, Kristen Michal (parti de la Réforme), la taxe automobile jusqu'ici proposée est loin de répondre aux objectifs environnementaux que s'est fixé le pays.

Energie

- *électricité*

Alors que l'Estonie compte actuellement 150 éoliennes sur son territoire, neuf turbines supplémentaires implantées dans le comté de Pärnu, au sud du pays, viendront s'ajouter d'ici fin 2023. Dans les années à venir, le parc éolien voisin de Sopi-Tootsi, qui compte 38 turbines, devrait presque doubler la quantité d'énergie éolienne produite en Estonie. Selon le ministère du Climat, l'énergie éolienne présente le plus fort potentiel de croissance rapide parmi les sources d'électricité verte dans le pays, avec une production qui devrait quadrupler d'ici à 2030.

- *énergies renouvelables*

Un parc solaire de 10,5 MWh a été inauguré à Ruusa le 29 août 2023. Il s'agit de l'un des plus grands parcs solaires du sud de l'Estonie. Toute l'électricité verte produite à Ruusa est vendue sur le réseau, par l'intermédiaire du groupe Alexela (énergie, métallurgie, promotion immobilière). Le parc, qui représente un investissement de 8 M€, compte près de 19 400 panneaux solaires qui produisent de l'énergie sur un total de 26 ha de terrain. Le volume de production annuel du parc couvre les besoins en électricité de près de 3 000 ménages.

Eesti Biogaas, coentreprise créée par Alexela et Infortar, va augmenter sa production de biométhane dans les comtés de Tartu et Jarva. La capacité de production des trois usines de gaz vert inaugurées il y a deux ans grâce à un investissement de 30 M€ augmentera d'un tiers après les travaux d'agrandissement, ce qui renforcera le rôle d'Eesti Biogaas en tant que plus grand producteur de biométhane des pays baltes. L'agrandissement des usines permettra d'accepter plus de déchets alimentaires et autres résidus biodégradables qu'auparavant pour produire ce carburant renouvelable et propre disponible pour les transports.

- *hydrogène*

Les technologies de l'hydrogène pourraient apporter d'importants avantages économiques à l'Estonie, affirme le dernier rapport Foresight Center, think tank estonien en charge des recherches pour le Parlement – mais elles nécessitent des investissements considérables. Les chercheurs ont constaté que l'Estonie disposait d'un « fort potentiel » en matière de production d'hydrogène, de recherche et de développement technologique. Le potentiel de l'Estonie en tant que producteur d'hydrogène vert dépendra de la quantité d'énergie éolienne et solaire que le pays peut produire, et sûrement de la volonté du pays de rejoindre le réseau paneuropéen de la Route nordique de l'hydrogène, reliant les pays nordiques. Ce dernier doit couvrir les besoins en hydrogène de la Finlande et de la Suède, estimés à 65 TWh/an d'ici 2050.

Environnement

La Commission européenne a proposé mardi 29 août la mise en place de quotas de capture pour le hareng dans la mer Baltique pour 2024, comprenant une interdiction quasi-totale de la pêche au hareng de Bothnie en Finlande. Les quotas précis pour les pêcheries estoniennes seront déterminés en octobre.

- *économie circulaire*

Recyclage de pneus usés : une 1ère cargaison de 1 670 t de pneus déchiquetés est arrivée de Suède au port de Tallin fin août. La filiale d'Eesti Energia, Enefit Power, utilisera le caoutchouc pour créer un ersatz d'huile de schiste, qui remplacera au fil du temps le produit traditionnellement extrait et raffiné.

Calendrier

- **4 octobre**, conférence « Energy Future in the Baltic Sea » organisée par LIAA, Hanzas perons [Forum "Energy Future in the Baltic Sea" | Latvijas Investīciju un attīstības aģentūra \(liaa.gov.lv\)](#)
- Congrès Mondial de la Route, **2 au 6 octobre** à Prague
- Conférence Eco-Miasto, sur la ville durable le **10 octobre** à Varsovie
- Salon [POLECO](#) dédié à la protection de l'environnement, du **17 au 19 octobre** à Poznan
- 16ème édition de « European Nuclear Energy Forum », ENEF, se tient les 6 et 7 novembre 2023 à Bratislava
- 19 – 22 octobre à Gdańsk, [15th International Railway Fair](#)
- 23 – 27 octobre à varsovie, [Circular Week 2023](#)
- Rail Baltica Industry Day, **8 novembre**, en ligne [Rail Baltica Industry Day 2023 Rescheduled to 8 November | Rail Baltica](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international